Un autre monde est possible! Certains ont déjà commencé!

Recension du livre de Olivier Bonfond - IL FAUT TUER TINA. 200 propositions pour rompre avec le fatalisme et changer le monde (Editions du Cerisier - Belgique – 2017)

Par Gustave Massiah - 30 janvier 2019

Avec IL FAUT TUER TINA, Olivier Bonfond nous offre un très important et très beau livre. Il contribue à proposer une stratégie pour répondre au modèle dominant, au néolibéralisme qui caractérise la phase actuelle de la mondialisation capitaliste. Il participe au renouvellement de l'altermondialisme.

Qui est donc cette TINA et pourquoi est-elle si nocive ? TINA résume « There Is No Alternative » qui avait été lancé et popularisé par Margaret Thatcher quand elle était première ministre en Grande Bretagne, en 1979. Elle a imposé, avec Ronald Reagan, président des Etats Unis en 1981, le néolibéralisme. Margaret Thatcher répondait aux critiques et aux luttes sociales en affirmant « il n'y a pas d'alternative ». Elle a préfiguré le caractère « austéritaire » du néolibéralisme, combinant austérité et autoritarisme, en combattant ceux et celles qui le contestent et en les traitant de rêveurs, d'ennemis à éliminer par tous les moyens, y compris les répressions et les guerres.

TINA résume l'idéologie néolibérale. Cette idéologie est très bien exposée dans deux livres qui sont parus dans les années 1990. *La Fin de l'Histoire et le dernier Homme*, paru en 1992, de Francis Fukyama explique que si le capitalisme peut éventuellement être amélioré, il ne peut pas être dépassé ; le marché et la « démocratie de marché », c'est la fin de l'Histoire. Et Samuel Huttington, avec *La crise des civilisations*, paru en 1996, explique que les conflits sociaux ne sont pas prioritaires. Ce qui compte, ce sont les querres de civilisations et de religions, avec l'islam constituant le danger principal.

En quoi consiste ce modèle néolibéral qu'il est interdit de contester ? Dès la fin des années 1970, le modèle social libéral est mis en cause. Il a été adopté par Roosevelt en 1933, mais n'a été appliqué qu'en 1945 après une guerre mondiale. Il repose sur une conception « fordiste » de l'industrie et une conception keynésienne de l'Etat social. Il répondait à la contestation du capitalisme portée par l'alliance stratégique entre les mouvements ouvriers qui se référaient à la révolution de 1917 et les mouvements de libération nationale pour la décolonisation. La contre-révolution néolibérale commence après les crises pétrolières de 1973 et 1977 ; elle est une réponse aux avancées de la décolonisation et prépare la chute du bloc soviétique achevée en 1989.

Le modèle néolibéral repose sur une idée simple, ce qui contribue à son succès : il suffit de laisser faire le marché et d'ajuster l'économie de chaque pays au marché mondial. Il faut laisser faire les acteurs de la « modernité » et du « progrès », à savoir les entreprises multinationales et le capital financier. La nouvelle forme du libre-échange, c'est d'interdire toute limitation des importations, de laisser les multinationales investir sans contrôle où elles veulent et de retirer leurs bénéfices comme elles veulent, de donner le contrôle aux actionnaires, de réorienter les politiques économiques au profit des actionnaires, de démanteler les Etats sociaux et les politiques sociales, de réduire les salaires et d'affaiblir les résistances ouvrières et sociales par la précarisation.

Ce nouveau cours de la mondialisation capitaliste se heurte tout de suite à la résistance des peuples. Le mouvement anti-systémique de la mondialisation néolibérale commence dès le début, c'est ce qui prendra le nom du mouvement altermondialiste. La première phase de l'altermondialisme s'oppose à la politique de l'ajustement structurel et à la crise de la dette menée, à l'initiative du G7, par la Banque Mondiale et le FMI. Dès la fin des années 1970, les mouvements contre cette recolonisation, contre la dette et l'ajustement structurel sont très actifs dans les pays du Sud. Après 1989, le néolibéralisme cherche à mettre en place un système international qui corresponde à ses intérêts. Il met en avant l'Organisation Mondiale du Commerce, pour compléter la Banque Mondiale et le FMI et va chercher à marginaliser les Nations Unies.

La deuxième phase de l'altermondialisme, de 1989 à 1999, conteste les institutions internationales, dont le G7, l'Union Européenne et les institutions de Bretton Woods. Elle met en avant un nouveau mot d'ordre qui culminera aux manifestations contre l'OMC, à Seattle en 1999 : « le droit international ne doit pas être subordonné au droit aux affaires ». A partir de 2000, le mouvement altermondialiste organise les Forums sociaux mondiaux, contre le Forum Economique de Davos qui illustre la fusion des classes dominantes : les classes politiques et les classes financières. Il mettra en avant un nouveau mot d'ordre, contestant TINA : Un autre monde est possible.

La crise financière de 2008 montre les limites du néolibéralisme. Les insurrections de 2011 dans plusieurs dizaines de pays démontrent l'exaspération des peuples contre le système et dénoncent la corruption portée par la fusion des classes politiques et financières, l'explosion des inégalités et des discriminations, les injustices écologiques ainsi que l'illusion démocratique de nos sociétés. Dès 2013 et 2014, confirmant la stratégie du choc de Naomi Klein, commence une période de contre-révolutions caractérisées par une accélération des politiques d'austérité et la montée en puissance des idéologies racistes, xénophobes, sécuritaires et anti-migrants. Un renouvellement du mouvement altermondialiste, qui ne se résume pas aux forums sociaux mondiaux, est nécessaire.

Le livre d'Olivier Bonfond, IL FAUT TUER TINA, s'inscrit dans le renouvellement de l'altermondialisme. Il propose une réponse idéologique et pratique à TINA. La meilleure manière de contester TINA, c'est de démontrer qu'il y a des alternatives à la fois concrètes et crédibles au capitalisme néolibéral. C'est ce que fait Olivier Bonfond dans son livre. Il identifie et présente plus de 200 propositions qui témoignent qu'un autre monde possible est déjà en route.

La première partie s'attache à une réflexion fondamentale, celle de la définition de l'alternative. Elle affirme dès le début qu'il s'agit de la recherche des autres mondes possibles et non pas d'un monde mythique. Elle s'intéresse à une alternative radicale en ne se laissant pas enfermer dans les propositions gradualistes comme notamment les OMD et les ODD. L'objectif doit être l'émancipation des peuples, à partir des droits humains fondamentaux, de l'écologie et de la démocratie. Les axes stratégiques impliquent de renforcer les mobilisations populaires, de s'attaquer à la racine des problèmes, mais aussi de ne pas envisager les alternatives de manière isolée. La proposition est celle d'une alternative radicale et d'une voie non-capitaliste, impliquant nécessairement des ruptures et des dynamiques révolutionnaires.

Les trois autres parties esquissent un programme, celui d'une transition sociale, écologique et démocratique. La deuxième partie cherche à mettre l'économie au service

des peuples. Elle propose quatre démarches : la maîtrise du financement du développement ; la rupture du cercle infernal de la dette (Olivier Bonfond travaille depuis 15 ans au sein du Comité pour l'abolition des dettes illégitimes) ; la triple rupture économique, celle du dogme de la croissance illimitée, celle du dogme de l'initiative privée et de l'austérité, celle du dogme du libre-échange ; enfin, la maîtrise des banques.

La troisième partie s'attache à prendre soin des êtres humains et de la planète. Elle part de la lutte contre les inégalités en commençant par l'égalité par rapport à la santé ; du féminisme et des droits des femmes ; des droits sociaux, de la sécurité sociale et des services publics renforcés ; de l'agriculture, de l'alimentation et de la souveraineté alimentaire ; des migrations et du choix de construire des ponts, pas des murs ; de l'écologie, du climat et des biens communs qui sont entendus comme le patrimoine commun de l'humanité.

La quatrième partie s'attache à la construction d'une démocratie réelle. Elle part de la démocratie à partir d'une citoyenneté active et critique, articulant démocratie représentative, participative et démocratie directe ; de la nécessité de refonder les institutions internationales ; de la culture, de l'éducation, de l'éducation populaire ; de la communication et de la nécessaire libération des médias ; de l'intime liaison entre les initiatives locales et les actions globales, entre les actions individuelles et les actions collectives.

Un autre élément doit être souligné. Les 200 propositions concrètes qu'Olivier Bonfond développe dans son livre s'appuient sur de nombreux encarts mettant en évidence des exemples de changements concrets et de mobilisations victorieuses. Par exemple, dans le cas de l'action contre des lois injustes, il illustre la désobéissance civile en rappelant le Larzac, en 1971 à 1981, la place Taksim à Istanbul, en 2013, les Zones à défendre, les ZAD, et celle de Notre Dame des Landes, à partir de 2014. Il montre que des gouvernements peuvent reprendre le contrôle de leurs richesses au profit des peuples, que d'autres sauvetages financiers sont possibles, comme par exemple en Suède en 1991, qu'il est possible de refuser de payer la dette et de faire plier les détenteurs de capitaux, etc.

C'est l'histoire souterraine qui affleure et qui porte les transformations profondes qui sont à l'œuvre. Il s'agit de rendre visibles les alternatives, de les renforcer, et de passer de la floraison d'initiatives à la définition d'un projet cohérent et d'une stratégie efficace. Par son livre, Olivier Bonfond y contribue.

Le site (<u>www.bonnes-nouvelles.be</u>) est le prolongement et le complément du livre IL FAUT TUER TINA. Le site poursuit l'objectif de rendre visibles les petites et grandes victoires qui, bien que partielles et insuffisantes, nous aident à rompre avec le fatalisme et peuvent constituer des sources d'inspiration pour nos actions individuelles et collectives. Récemment, la newsletter a présenté les 40 plus belles victoires sociales, écologiques, démocratiques et culturelles de 2018 ; choisies parmi les 150 victoires recensées sur le site en 2018.

40 BELLES VICTOIRES EN 2018 (www.bonnes-nouvelles.be)

Les luttes sociales, ça peut payer, même contre des multinationales

- 1 Victoire des travailleuses de Lidl après une grève (Lire)
- 2 Notre-Dame-des-Landes : le projet d'aéroport est abandonné (Lire)
- 3 Grève victorieuse des éboueurs de Véolia propreté à Clermont (Lire)
- 4 Le syndicat débutant qui a gagné le bras de fer avec le géant des cafés : le cas de Starbucks au Chili (Lire)
- 5 Victoire pour les mineurs chiliens d'Escondida (Lire)

- 6 Allemagne : grâce aux mobilisations, la justice stoppe l'agrandissement d'une vaste mine de charbon (Lire)
- 7 Affaire des emprunts toxiques : la Ville Sassenage gagne en appel contre la banque Dexia (Lire)
- 8 Marseille : victoire des salariés contre MacDonalds (Lire)

Des initiatives locales qui renforcent la solidarité et la justice

- 9 Italie : « SfruttaZero », une sauce tomate contre l'exploitation des travailleurs migrants et des précaires en Italie (Lire)
- 10 Quand la résistance se fait créatrice : Vio.Me, de l'entreprise occupée vers la coopérative autogérée (Lire)
- 11 En Inde, il redonne vie aux lacs asséchés (Lire)

Le courage politique, ça existe

- 12 Espagne : le gouvernement taxe les banques pour financer les retraites (Lire)
- 13 Au Canada, des médecins pourront prescrire des visites gratuites au musée (Lire)
- 14 Au Mexique, le nouveau président divise son salaire par deux et vend son avion (Lire)
- 15 L'Irlande rejoint le mouvement mondial de boycott d'Israël, BDS (Lire)
- 16 Belgique. La résistance s'organise dans les Communes contre la privatisation de Belfius (Lire)

La Nature a des droits.

- 17 Climat : nouvelle victoire pour les citoyens néerlandais (Lire)
- 18 La Suède se dote d'une loi climatique extrêmement ambitieuse (Lire)

Investir dans les transports en commun et dans la transition, c'est possible

- 19 En Estonie, on ne paiera plus pour prendre le bus (Lire)
- 20 Dunkerque : la gratuité totale des bus (Lire)
- 21 Le Luxembourg va devenir le premier pays au monde à rendre tous les transports publics gratuits (Lire)
- 22 Allemagne : moins de voitures grâce à de petites lignes de train rouvertes (VIDEO) (Lire)

Féminisme et mouvement LGBTQ

- 23 Grève générale sans précédent pour les femmes en Espagne (Lire)
- 24 L'Irlande rompt catégoriquement avec des siècles de prohibition de l'avortement (Lire)
- 25 Islande: L'égalité de salaire entre les femmes et les hommes est maintenant obligatoire (Lire)
- 26 En Inde, la Cour suprême décide de dépénaliser l'homosexualité (Lire)
- 27 Le prix Nobel de la paix 2018 décerné à Denis Mukwege et Nadia Murad (Lire)

Migrations : construire des ponts, pas des murs

- 28 Migrants : le Conseil constitutionnel abolit le «délit de solidarité» (Lire)
- 29 La Cour de cassation annule la condamnation de Cédric Herrou (Lire)
- 30 Les quatre citoyens qui avaient hébergé des migrants sont acquittés (Lire)
- 31 Le maire de Montreuil réquisitionne des bureaux vides pour y loger des travailleurs immigrés (Lire)
- 32 Dans le Morvan, un village résistant accueille des demandeurs d'asile (Lire)
- 33 Mobilisation monstre contre le racisme dans les rues de Berlin (Lire)

Le droit comme instrument de lutte

- 34 Bolloré perd définitivement son premier procès en diffamation intenté à Bastamag (Lire)
- 35 Affaire Luxleaks: la condamnation du lanceur d'alerte Antoine Deltour est annulée (Lire)
- 36 Antoine Deltour définitivement reconnu comme lanceur d'alerte par la justice (Lire)
- 37 La Cour constitutionnelle belge rend son verdict : Victoire totale contre le fonds vautour NML Capital (Lire)
- 38 Dieselgate : condamnation de Michel Aubier pour "faux témoignage " : un jugement historique (Lire)
- 39 Glyphosate : Monsanto condamné à payer 290 millions de dollars à un jardinier malade d'un cancer (Lire)
- 40 Victoire historique pour les droits des paysannes au Conseil des Droits humains de l'ONU (Lire)